

Thomas Piketty

Contributions sur le Covid

Le Monde

Lundi 11 mai 2020

Après la crise, le temps de la monnaie verte

De Thomas Piketty

La crise engendrée par le Covid-19 peut-elle précipiter l'adoption d'un nouveau modèle de développement, plus équitable et plus durable ? Oui, mais à condition d'assumer un changement clair des priorités et de remettre en cause un certain nombre de tabous dans la sphère monétaire et fiscale, qui doit enfin être mise au service de l'économie réelle et d'objectifs sociaux et écologiques.

Il faut d'abord mettre à profit cet arrêt économique forcé pour redémarrer autrement. Après une telle récession, la puissance publique va devoir jouer un rôle central pour relancer l'activité et l'emploi. Mais il faut le faire en investissant dans de nouveaux secteurs (santé, innovation, environnement) et en décidant une réduction graduelle et durable des activités les plus carbonées. Concrètement, il faut créer des millions d'emplois et augmenter les salaires dans les hôpitaux, les écoles et universités, la rénovation thermique des bâtiments, les services de proximité.

Dans l'immédiat, le financement ne pourra se faire que par la dette, et avec le soutien actif des banques centrales. Depuis 2008, ces dernières ont procédé à une création monétaire massive pour sauver les banques de la crise financière qu'elles avaient elles-mêmes provoquée. Le bilan de l'Eurosystème (le réseau de banques centrales piloté par la BCE) est passé de 1 150 milliards d'euros début 2007 à 4 675 milliards fin 2018, c'est-à-dire de 10 % à peine à près de 40 % du PIB de la zone euro (12 000 milliards d'euros). Sans doute cette politique a-t-elle permis d'éviter les faillites en cascade qui avaient entraîné le monde dans la dépression en 1929. Mais cette création monétaire, décidée à huis clos et sans encastrement démocratique adéquat, a aussi contribué à doper les cours financiers et immobiliers et à enrichir les plus riches, sans résoudre les problèmes structurels de l'économie réelle (manque d'investissement, hausse des inégalités, crise environnementale).

Une dette commune dotée d'un seul taux d'intérêt

Or il existe un risque réel que l'on se contente de continuer dans la même direction. Pour faire face au Covid-19, la BCE a lancé un nouveau programme de rachat d'actifs. Le bilan de l'Eurosystème a bondi, passant de 4 692 milliards au 28 février à 5 395 milliards au 1er mai 2020 (suivant les données publiées par la BCE le 5 mai). Pour autant, cette injection monétaire massive (700 milliards en deux mois) ne suffira pas : le spread de taux d'intérêt en défaveur de l'Italie, qui s'était abaissé mi-mars à la suite des annonces de la BCE, est très vite reparti à la hausse.

Que faire ? D'abord prendre conscience que la zone euro restera fragile tant qu'elle fera le choix de soumettre ses dix-neuf taux d'intérêt à la spéculation des marchés. Il faut d'urgence se donner le moyen d'émettre une dette commune dotée d'un seul et même taux d'intérêt. Contrairement à ce que l'on entend parfois, l'objectif est avant tout de mutualiser le taux d'intérêt et non d'obliger certains pays à rembourser la dette des autres. Les pays qui se disent le plus en pointe sur cette question (France, Italie, Espagne) doivent formuler une proposition précise et opérationnelle, avec au passage la création d'une Assemblée parlementaire permettant de superviser l'ensemble (sur le modèle de l'Assemblée franco-allemande créée l'an dernier, mais avec de réels pouvoirs, et ouverte à tous les pays qui le souhaitent). L'Allemagne, qui est

pressée par ses juges constitutionnels de clarifier sa relation à l'Europe, choisira sans doute de participer dès lors qu'une proposition solide sera sur la table et que ses principaux partenaires seront prêts à avancer. En tout état de cause, l'urgence interdit de rester les bras ballants en attendant l'unanimité, qui ne viendra pas.

Ensuite et surtout, il faut assumer le fait que la création monétaire serve à financer la relance verte et sociale, et non à doper les cours de Bourse. Le gouvernement espagnol a proposé que l'on émette entre 1 000 et 1 500 milliards d'euros de dette commune (environ 10 % du PIB de la zone euro), et que cette dette sans intérêts soit prise en charge sur le bilan de la BCE sur une base perpétuelle (ou à très long terme). Rappelons à ce sujet que la dette extérieure allemande a été gelée en 1953 (et définitivement supprimée en 1991), et que le reste de l'énorme dette publique de l'après-guerre a été éteint par un prélèvement exceptionnel sur les plus hauts patrimoines financiers (ce qu'il faudra également faire). La proposition espagnole doit être soutenue, et répétée s'il le faut, tant que l'inflation demeure modérée. Précisons que les traités ne donnent pas de définition de l'objectif de stabilité de prix (c'est la BCE qui a fixé la cible de 2 % : cela pourrait aussi être 3 % ou 4 %). Ces mêmes traités indiquent que la BCE doit concourir à la réalisation des objectifs généraux de l'Union, qui incluent le plein-emploi, le progrès social et la protection de l'environnement (Traité sur l'Union européenne, art.3).

Ce qui est certain, c'est qu'il est impossible de réunir de telles sommes sans faire appel à l'emprunt. Ceux à Bruxelles qui évoquent des chiffres faramineux sur le Green Deal sans proposer de financements ne grandissent pas la politique. Par définition, cela veut dire qu'ils recyclent des sommes déjà promises ailleurs (par exemple, en reprenant des ressources au maigre budget de l'UE, qui est à peine de 150 milliards d'euros par an, soit 1 % du PIB européen), qu'ils comptent plusieurs fois les mêmes dépenses, ou bien qu'ils additionnent les apports publics et privés (avec des effets de levier à faire pâlir d'envie tous les spéculateurs de la planète), le plus souvent tout à la fois. Ces pratiques doivent cesser. L'Europe court un danger mortel si elle ne montre pas à ses citoyens qu'elle est capable de se mobiliser face au Covid au moins autant qu'elle l'a fait pour ses banques.

« La crise actuelle doit être l'occasion de créer l'Europe fiscale »

TRIBUNE. L'avocat fiscaliste Gianmarco Monsellato prévoit que la crise liée à la pandémie de Covid-19 va renforcer la centralisation des investissements et de la fiscalité aux Etats-Unis et en Asie. Pour rester compétitives, les entreprises européennes doivent construire une gouvernance fiscale renforcée en évitant les mécanismes de double imposition, explique-t-il dans une tribune au Monde

Tribune. La révolution fiscale internationale enclenchée par la réforme des impôts lancée aux Etats-Unis par Donald Trump va voir ses effets se multiplier par la crise du Covid-19. Visant à rapatrier les investissements des entreprises américaines sur le territoire national, la réforme du président américain a déjà entraîné depuis 2017 un transfert de capitaux depuis l'Europe et l'Asie vers les Etats-Unis.

Elle a aussi engendré une augmentation des doubles impositions, c'est-à-dire l'imposition à la fois dans le pays du siège social de l'entreprise et dans celui (ou ceux) du marché de consommation, entraînant des taux d'impositions proches, et parfois supérieurs, à 100 %. La crise actuelle pourrait, en effet, accélérer la multiplication de mesures protectionnistes à travers le monde.

Pour rester compétitives, les entreprises européennes ne peuvent pourtant pas se permettre d'attendre une réaction coordonnée européenne, mais doivent dès aujourd'hui intégrer la fragmentation de la mondialisation dans la gestion de leurs investissements et de leurs opérations pour ne pas être prises de court et voir leurs projets de relocalisations compromis.

Protectionnisme 2.0

Alors que le système fiscal international encourageait jusqu'à présent les investissements des entreprises dans l'innovation, la prise de risque et dans l'expansionnisme financier, les projets de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sous l'influence des Etats-Unis et de la Chine, donnent désormais la primauté à la consommation locale et à la centralisation des investissements.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Thomas Piketty : L'urgence absolue est de prendre la mesure de la crise en cours et de tout faire pour éviter le pire

La crise du Covid-19 a également fait ressortir les fragilités des chaînes d'approvisionnement et la nécessité de produire parfois plus localement, ce qui pourrait renforcer le mouvement de déglobalisation conflictuelle qui s'est amorcé il y a plusieurs années.

Cette nouvelle philosophie va de plus en plus entraîner un déplacement du centre de gravité des recettes fiscales du commerce international vers les grands marchés de consommation – les Etats-Unis, la Chine et l'Inde – au détriment des marchés de consommation plus petits mais très innovants, soit la plupart des marchés européens. Les entreprises sont incitées à localiser une part plus importante de leurs actifs dans les grands marchés de consommation et l'on peut donc anticiper un transfert d'actifs de plus en plus important des pays européens vers l'Asie et l'Amérique.

L'Europe est demeurée sans réaction face à cette révolution fiscale et a préféré se concentrer sur d'autres sujets tels que la taxe sur le numérique ou la lutte contre les paradis fiscaux. Pendant ce temps, les Etats-Unis ont inauguré un protectionnisme 2.0 qui est en train de prendre de court les entreprises européennes, qui risquent de se retrouver encore plus désavantagées par rapport aux autres entreprises des grands marchés de consommation.

Il vous reste 42.19% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.

Idées

La chronique

Eviter le pire

De Thomas Piketty

page

29

La crise du Covid-19 va-t-elle précipiter la fin de la mondialisation marchande et libérale et l'émergence d'un nouveau modèle de développement, plus équitable et plus durable ? C'est possible, mais rien n'est gagné. A ce stade, l'urgence absolue est surtout de prendre la mesure de la crise en cours, et de tout faire pour éviter le pire, c'est-à-dire l'hécatombe de masse.

Rappelons les prédictions des modèles épidémiologiques. Sans intervention, le Covid-19 aurait pu causer la mort de quelque 40 millions de personnes dans le monde, dont 400 000 en France, soit environ 0,6 % de la population (plus de 7 milliards d'habitants dans le monde, près de 70 millions en France). Cela correspond quasiment à une année de mortalité supplémentaire (550 000 morts par an en France, 55 millions dans le monde). En pratique, cela veut dire que pour les régions les plus touchées et au cours des mois les plus sombres le nombre de cercueils aurait pu être de 5 à 10 fois plus élevé que d'ordinaire (ce que l'on a malheureusement commencé à voir dans certains clusters italiens).

Aussi incertaines soient-elles, ce sont ces prédictions qui ont convaincu les gouvernements qu'il ne s'agissait pas d'une simple grippe, et qu'il fallait confiner d'urgence les populations. Certes, personne ne sait très bien jusqu'où vont monter les pertes humaines (actuellement près de 100 000 morts dans le monde, dont presque 20 000 en Italie, 15 000 en Espagne et aux Etats-Unis et 13 000 en France), et jusqu'où elles auraient pu monter sans confinement. Les épidémiologistes espèrent que l'on parvienne à diviser le bilan final par 10 ou par 20 par rapport aux prévisions initiales, mais les incertitudes sont considérables. D'après le rapport publié par l'Imperial College le 27 mars, seule une politique massive de tests et d'isolement des personnes contaminées permettrait de réduire fortement les pertes. Autrement dit, le confinement ne suffira pas pour éviter le pire.

D'immenses disparités

Le seul précédent historique auquel on puisse se raccrocher est celui de la grippe espagnole de 1918-1920, dont on sait maintenant qu'elle n'avait rien d'espagnol et qu'elle a causé près de 50 millions de morts dans le monde (environ 2 % de la population mondiale de l'époque). En exploitant les données d'état civil, les chercheurs ont montré que cette mortalité moyenne cachait d'immenses disparités : entre 0,5 % et 1 % aux Etats-Unis et en Europe, contre 3 % en Indonésie et en Afrique du Sud, et plus de 5 % en Inde.

C'est cela qui devrait nous préoccuper : l'épidémie pourrait atteindre des sommets dans les pays pauvres, dont les systèmes de santé ne sont pas en état de faire face au choc, d'autant plus qu'ils ont subi les politiques d'austérité imposées par l'idéologie dominante des dernières décennies. Le confinement appliqué dans des écosystèmes fragiles pourrait en outre se révéler totalement inadapté. En l'absence de revenu minimum, les plus pauvres devront vite ressortir chercher du travail, ce qui relancera l'épidémie. En Inde, le confinement a surtout consisté à chasser les ruraux et les migrants des villes, ce qui a conduit à des violences et des déplacements de masse, au risque d'aggraver la diffusion du virus. Pour éviter l'hécatombe, on a besoin de l'Etat social, pas de l'Etat carcéral.

Dans l'urgence, les dépenses sociales indispensables (santé, revenu minimum) ne pourront être financées que par l'emprunt et la monnaie. En Afrique de l'Ouest, c'est l'occasion de repenser la nouvelle monnaie commune et de la mettre au service d'un projet de développement fondé sur l'investissement dans la jeunesse et les infrastructures (et non pas au service de la mobilité des capitaux des plus riches). Le tout devra s'appuyer sur une architecture démocratique et parlementaire plus réussie que l'opacité toujours en vigueur dans la zone euro (où l'on continue de s'égayer dans des réunions de ministres des finances à huis clos, avec la même inefficacité qu'au temps de la crise financière).

Très vite, ce nouvel Etat social demandera une fiscalité juste et un registre financier international, afin de pouvoir mettre à contribution les plus riches et les grandes entreprises autant que nécessaire. Le régime actuel de libre circulation du capital, mis en place à partir des années 1980-1990 sous l'influence des pays riches (et singulièrement de l'Europe), favorise de facto l'évasion des milliardaires et des multinationales du monde entier. Il empêche les administrations fiscales fragiles des pays pauvres de développer un impôt juste et légitime, ce qui mine gravement la construction de l'Etat tout court.

Cette crise peut aussi être l'occasion de réfléchir à une dotation sanitaire et éducative minimale pour tous les habitants de la planète, financée par un droit universel de tous les pays sur une partie des recettes fiscales acquittées par les acteurs économiques les plus prospères : grandes entreprises, ménages à hauts revenus et patrimoines (par exemple au-delà de 10 fois la moyenne mondiale, soit les 1 % les plus riches du monde). Après tout, cette prospérité s'appuie sur un système économique mondial (et accessoirement sur l'exploitation effrénée des ressources naturelles et humaines planétaires depuis plusieurs siècles). Elle demande donc une régulation mondiale pour assurer sa soutenabilité sociale et écologique, avec notamment la mise en place d'une carte carbone permettant d'interdire les plus hautes émissions.

Il va de soi qu'une telle transformation exigera bien des remises en cause. Par exemple, Macron et Trump sont-ils prêts à annuler les cadeaux fiscaux aux plus aisés de leur début de mandat ? La réponse dépendra de la mobilisation des oppositions autant que de leur propre camp. On peut être certain d'une chose : les grands bouleversements politico-idéologiques ne font que commencer.

Thomas Piketty : « L'urgence absolue est de prendre la mesure de la crise en cours et de tout faire pour éviter le pire »

CHRONIQUE. Face à la crise sanitaire due au coronavirus, l'urgence est de créer une fiscalité plus juste afin de pouvoir mettre à contribution les plus riches et les grandes entreprises autant que nécessaire, estime l'économiste dans sa chronique au Monde

Des personnes dans le besoin attendent que des volontaires distribuent des paquets de nourriture gratuits, à Bangalore, en Inde, le 10 avril. MANJUNATH KIRAN / AFP

Chronique. La crise épidémique Covid-19 va-t-elle précipiter la fin de la mondialisation marchande et libérale et l'émergence d'un nouveau modèle de développement, plus équitable et plus durable ? C'est possible, mais rien n'est gagné.

A ce stade, l'urgence absolue est surtout de prendre la mesure de la crise en cours, et de tout faire pour éviter le pire, c'est-à-dire l'hécatombe de masse.

Lire aussi Coronavirus : l'OMS craint une résurgence mortelle de la pandémie en cas de déconfinement hâtif

Rappelons les prédictions des modèles épidémiologiques. Sans intervention, le Covid-19 aurait pu causer la mort de quelque 40 millions de personnes dans le monde, dont 400 000 en France, soit environ 0,6 % de la population (plus de 7 milliards d'habitants dans le monde, près de 70 millions en France). Cela correspond quasiment à une année de mortalité supplémentaire (550 000 morts par an en France, 55 millions dans le monde).

En pratique, cela veut dire que pour les régions les plus touchées et au cours des mois les plus sombres le nombre de cercueils aurait pu être de cinq à dix fois plus élevé que d'ordinaire (ce que l'on a malheureusement commencé à voir dans certains clusters italiens).

D'immenses disparités

Aussi incertaines soient-elles, ce sont ces prédictions qui ont convaincu les gouvernements qu'il ne s'agissait pas d'une simple grippe, et qu'il fallait confiner d'urgence les populations.

Certes, personne ne sait très bien jusqu'où vont monter les pertes humaines (actuellement près de 100 000 morts dans le monde, dont presque 20 000 en Italie, 15 000 en Espagne et aux Etats-Unis et 13 000 en France), et jusqu'où elles auraient pu monter sans confinement.

Les épidémiologistes espèrent que l'on parvienne à diviser le bilan final par dix ou par vingt par rapport aux prévisions initiales, mais les incertitudes sont considérables. D'après le rapport publié par l'Imperial College le 27 mars, seule une politique massive de tests et d'isolement des personnes contaminées permettrait de réduire fortement les pertes. Autrement dit, le confinement ne suffira pas pour éviter le pire.

Le seul précédent historique auquel on puisse se raccrocher est celui de la grippe espagnole de 1918-1920, dont on sait maintenant qu'elle n'avait rien d'espagnole et qu'elle a causé près de 50 millions de morts dans le monde (environ 2 % de la population mondiale de l'époque). En exploitant les données d'état civil, les chercheurs ont montré que cette mortalité moyenne cachait d'immenses disparités : entre 0,5 % et 1 % aux Etats-Unis et en Europe, contre 3 % en Indonésie et en Afrique du Sud, et plus de 5 % en Inde.